



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)**

### **Marchés de Prestations Intellectuelles (PI)**

#### **Identification de l'acheteur :**

Pouvoir adjudicateur :

**Centre Hospitalier Universitaire de Reims**, en qualité d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne - 45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

Établissement partie bénéficiaire - Maître d'ouvrage :

**L'EPSM de la Marne** - 1 Chemin de Bouy - 51000 Châlons-en-Champagne

#### **Intitulé du marché :**

**Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage relative à la reconstruction du site rémois de l'Etablissement Public de Santé Mentale de la Marne**

#### **Procédure de passation :**

Appel d'Offres Restreint passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2, R.2142-17 et R.2161-6 à R.2161-11 du Code de la commande publique

# SOMMAIRE

<b>PREAMBULE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
1.1. - TYPE.....	4
1.2. - DESCRIPTION SUCCINCTE .....	4
1.3. - ALLOTISSEMENT.....	4
<b>ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
2.1. - FORME .....	4
2.1.1. - Marché à tranches.....	4
2.1.2. - Marchés ordinaires .....	5
2.2. - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	5
2.2.1. - Durée d'exécution .....	5
2.2.2. - Délais d'exécution des prestations de la tranche ferme .....	5
2.2.3. - Délai d'exécution des prestations de la tranche optionnelle.....	5
2.3. - PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	6
<b>ARTICLE III - REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE IV - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
4.1. - ORDRE DE PRIORITE .....	6
4.2. - PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE.....	6
<b>ARTICLE V - ENGAGEMENT DES PARTIES .....</b>	<b>6</b>
5.1. - IDENTIFICATION DES PARTIES.....	6
5.1.1. - Parties signataires.....	6
5.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché.....	7
5.2. - CONDITIONS DU RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE .....	7
5.3. - CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET MESURES DE SECURITE .....	7
5.4. - RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES .....	8
5.5. - ÉVOLUTION DE LA REGLEMENTATION .....	8
<b>ARTICLE VI - ASSURANCES.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE VII - NOTIFICATION DES DECISIONS – COMMUNICATION AVEC LE TITULAIRE.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE VIII - CONDITIONS D'EXECUTION .....</b>	<b>9</b>
8.1. - MOYENS A METTRE EN ŒUVRE PAR LE TITULAIRE (PERSONNE PHYSIQUE OU L'EQUIPE) .....	9
8.2. - MODALITES D'EXECUTION – CONDUITE DES PRESTATIONS – DELAIS .....	10
8.3. - LIVRABLES ET EXIGENCES DE RENDUS DES DOCUMENTS.....	10
8.4. - PRESENCE AUX REUNIONS .....	10
<b>ARTICLE IX - OPERATIONS DE VERIFICATIONS - DECISIONS APRES VERIFICATIONS .....</b>	<b>10</b>
9.1. - OPERATIONS DE VERIFICATIONS .....	10
9.2. - DELAIS D'ACCEPTATION DES PRESTATIONS .....	11
9.3. - DECISIONS APRES VERIFICATIONS .....	11
<b>ARTICLE X - PENALITES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE XI - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX .....</b>	<b>12</b>
11.1. - CONTENU DES PRIX.....	12
11.2. - FORME DES PRIX.....	12
11.3. - APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE .....	13
11.4. - VARIATION DES PRIX .....	13
11.4.1. - Choix du type de variation des prix.....	13
11.4.2. - Détermination des prix de références pour la variation.....	13
11.4.3. - Choix des paramètres de variation (index de référence).....	13
11.4.4. - Modalités de révision des prix du marché.....	13
<b>ARTICLE XII - REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>13</b>
12.1. - MODALITES DE PAIEMENT .....	13
12.2. - MODALITES DE FACTURATION.....	14
12.3. - DELAI DE PAIEMENT .....	15
12.4. - INTERETS MORATOIRES .....	15

12.5. - PAIEMENT DES COTRITANTS .....	15
12.6. - PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS .....	15
<b>ARTICLE XIII - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....</b>	<b>16</b>
13.1. - AVANCE .....	16
13.2. - RETENUE DE GARANTIE.....	16
<b>ARTICLE XIV - ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE XV - PROPRIETE INTELLECTUELLE .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE XVI - CLAUSE DE REEXAMEN.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE XVII - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES - RESILIATION DU MARCHE .....</b>	<b>16</b>
17.1. - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....	16
17.2. - RESILIATION DU MARCHE .....	17
17.2.1. - Résiliation pour motif d'intérêt général .....	17
17.2.2. - Résiliation pour faute du prestataire.....	17
17.2.3. - Résiliation suite à décès, incapacité civile ou incapacité physique du prestataire .....	17
<b>ARTICLE XVIII - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE XIX - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>17</b>

## PREAMBULE

La présente procédure s'inscrit dans le cadre de la fonction achat mutualisée du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC).

Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en qualité d'établissement support du GHUC, est compétent pour assurer la passation, la signature et la notification des marchés, ainsi que les éventuelles modifications, reconductions ou non-reconduction et résiliation.

Le ou les établissements parties bénéficiaires assure(nt), à titre individuel, l'exécution des marchés et réalise(nt) notamment les opérations suivantes : commandes, vérifications, liquidation et mandatement des factures et toute autre mesure relevant des opérations d'exécution.

## ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ

### 1.1. - Type

☐ Fournitures

☒ **Services**

☐ Travaux

### 1.2. - Description succincte

Le présent marché a pour objet une **Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage relative à la reconstruction du site rémois de l'Etablissement Public de Santé Mentale de la Marne.**

La description détaillée des prestations attendues est indiquée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

Les prestations qui font l'objet du marché sont exécutées à l'EPSM de la Marne, 51000 Châlons-en-Champagne.

### 1.3. - Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

## ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

### 2.1. - Forme

#### 2.1.1. - Marché à tranches

Le marché est conclu sous la forme d'un marché à tranches, passé en application de l'article R.2113-4 du Code de la commande publique. Il comporte **une tranche ferme et une tranche optionnelle.**

Le titulaire du marché exécute la tranche ferme.

La tranche optionnelle ne sera exécutée par ce même titulaire, aux conditions du présent marché, qu'en cas de notification de la décision d'affermissement **avant la date limite d'affermissement fixée à la date de décision d'attribution des marchés de travaux de la présente opération.**

En cas de non affermissement ou d'absence de décision d'affermissement de la tranche optionnelle, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de dédit.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle, le titulaire ne pourra pas en refuser l'exécution. Aucune indemnité d'attente n'est fixée.

### 2.1.2. - Marchés ordinaires

La tranche ferme et la tranche optionnelle prennent la forme de **marchés ordinaires**, lesquels ne sont pas exécutés par l'émission de bons de commande successifs.

#### **Tranche ferme :**

Cet ensemble que constitue la tranche ferme est décomposé en **six (6) phases et prestations transversales qui constituent des parties techniques** au sens de l'article 22 du CCAG/PI.

Le titulaire du marché (AMO) exécute chacune des phases constitutives de la tranche ferme décrite ci-dessous :

- Phase 1 : Assistance au choix du maître d'œuvre,
- Phase 2 : Assistance aux études de conception jusqu'à l'élément APD,
- Phase 3 : Assistance aux études de conception jusqu'à l'élément PRO et assistance à la passation des marchés publics de travaux,
- Phase 4 : Assistance aux études d'exécution et à la réalisation des travaux,
- Phase 5 : Assistance à la réception des travaux et à la levée des réserves,
- Phase 6 : Assistance jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.
- Prestations transversales :
  - o Assistance dans la conduite des autres consultations de prestations d'études et/ou intellectuelles liées à l'opération (*Experts - OPC - Contrôle technique - Coordonnateur SPS – Coordonnateur SSI - Géotechnique - Géomètre - Le cas échéant, les diagnostics suivants : Diagnostics amiantes (RAAT et DAD), diagnostic plomb, diagnostics structurels, diagnostic PEMD, diagnostics de réseaux extérieurs, diagnostics corps d'états techniques, etc.*).
  - o Gestion administrative et financière de l'opération et la gestion des délais de l'opération. Le suivi financier devra permettre de suivre et d'identifier la décomposition par composants afin de suivre l'amortissement de l'immobilisation mise en service. Par ailleurs, en tant que de besoin, le titulaire pourra être conduit à préparer le reporting financier de l'opération conformément aux documents demandés par les autorités de tutelle.

**Tranche optionnelle :** « Assistance pour la souscription de contrats d'assurance construction ».

## 2.2. - Durée et délais d'exécution des prestations

### 2.2.1. - Durée d'exécution

Le présent marché est passé pour une durée prévisionnelle de **57 mois** (*4 ans et 9 mois*).

### 2.2.2. - Délais d'exécution des prestations de la tranche ferme

Le délai d'exécution des **prestations de la tranche ferme commence à compter de la date de réception de la notification du marché par le titulaire, démarrant la phase 1**, et s'achève à l'issue de l'exécution de l'ensemble des prestations de la tranche ferme, à savoir les prestations et/ou remises de livrables attendues, soit **jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA) des travaux de la présente opération**.

Chacune des autres phases de la tranche ferme est déclenchée par un Ordre de Service (OS).

Tout retard du délai prescrit pour l'exécution des prestations entraînera l'application des pénalités prévues à **l'article X** du présent C.C.A.P.

### 2.2.3. - Délai d'exécution des prestations de la tranche optionnelle

Le délai d'exécution des prestations de la tranche optionnelle commence à compter de la date de réception de la notification de la décision d'affermissement par le titulaire (*cf. article 2.1.1 ci-dessus*) et s'achève à l'issue de l'exécution de l'ensemble des prestations.

Tout retard du délai prescrit pour l'exécution des prestations de chacune des tranches optionnelles entraînera l'application des pénalités prévues à l'**article X** du présent CCAP.

### **2.3. - Prolongation des délais d'exécution du marché**

Les dispositions de l'article 13.3 du CCAG/PI sont applicables.

## **ARTICLE III - REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

Dans le respect des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable pourra être attribué, le cas échéant, au titulaire initial du marché pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché précédent.

Ce nouveau marché devra être conclu avant la fin des prestations et ne pourra dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

## **ARTICLE IV - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

### **4.1. - Ordre de priorité**

Les pièces contractuelles, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, notamment ses annexes financières ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) ;
- le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI arrêté modifié du 30 mars 2021 publié au JORF n° 0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021) ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, fait seule foi.

### **4.2. - Pièces à remettre au titulaire**

La notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement et le cas échéant de l'annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/PI, la notification ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives du marché.

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG/PI, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, nécessaire à la cession ou au nantissement du marché, est délivrée au titulaire à sa demande écrite.

## **ARTICLE V - ENGAGEMENT DES PARTIES**

### **5.1. - Identification des parties**

#### **5.1.1. - Parties signataires**

Le marché est conclu entre :

- le Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en sa qualité d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC), représenté par sa Directrice Générale.

et

- L'opérateur économique ou le mandataire du groupement d'opérateur économique retenu au titre du marché, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « le titulaire ».

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'établissement partie bénéficiaire suivant :

- **L'EPSM de la Marne - 51000 Châlons-en-Champagne.**

#### **5.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'établissement partie bénéficiaire (**EPSM de la Marne**), pour les besoins de l'exécution du marché.

**La personne physique ou l'équipe que le titulaire affecte à la conduite des prestations est celle qu'il a mentionnée dans son acte d'engagement.**

#### **5.2. - Conditions du recours à la sous-traitance**

Le titulaire ne peut sous-traiter les prestations objet du présent marché que dans les conditions prévues à l'article 3.6 du CCAG/PI.

Dans le cas où la demande de déclaration de sous-traitant est présentée après la notification du marché, le titulaire remet contre récépissé à l'établissement partie bénéficiaire ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements suivants :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois ;
- f) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R.2191-1 à R.2191-63 s'appliquent au marché, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

#### **5.3. - Confidentialité, protection des données personnelles et mesures de sécurité**

Le titulaire, l'établissement partie bénéficiaire et le pouvoir adjudicateur se conforment aux obligations de confidentialité, de protection des données personnelles et aux mesures de sécurité indiquées à l'article 5 du CCAG/PI.

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents, sous quelque forme que ce soit, sur tout support, auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, ses préposés et éventuels sous-traitants. En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire et sans indemnité, dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG/PI.

L'établissement partie bénéficiaire et le CHU de Reims s'engagent à respecter la confidentialité des informations désignées comme telles par le titulaire.

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018. En cas de méconnaissance de la réglementation, le titulaire encourt une pénalité fixée à l'**article X** du présent CCAP.

#### **5.4. - Respect des clauses contractuelles**

Les stipulations des documents contractuels sus énoncés expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le titulaire lors de sa réponse à ce présent marché, y compris d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire du marché ne peut faire valoir, au cours de l'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique.

En outre, le titulaire du présent marché s'engage, dans l'exécution de son marché, à respecter les règles générales de construction, et l'ensemble des dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment issues du Code de l'urbanisme, du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que du Code de l'environnement, applicables à la présente opération, et à veiller à leur stricte application.

De la même manière, il est réputé avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des dispositions légales et réglementaires relevant du Droit de la Commande Publique en vigueur.

#### **5.5. - Évolution de la réglementation**

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avère nécessaire, celui-ci l'accepte dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

L'établissement partie bénéficiaire et le CHU de Reims peuvent négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

En cas d'évolution réglementaire majeure, le CHU de REIMS se réserve le droit de résilier le marché **sans indemnité** après un préavis de **trois mois**, par dérogation aux articles 36 et 40 du CCAG/PI.

### **ARTICLE VI - ASSURANCES**

Le titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé au personnel de l'établissement partie bénéficiaire, aux biens et aux tiers du fait :

- de son personnel salarié en activité de travail,
- de ses matériels,
- d'un événement engageant la responsabilité du titulaire après exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/PI, en cas de demande de l'établissement partie bénéficiaire, le titulaire justifie, dans le délai maximum de 15 jours à compter de la demande, de la souscription de la police contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages, de toute nature, causés au personnel, aux biens et aux tiers par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.



En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

## **ARTICLE VII - NOTIFICATION DES DECISIONS – COMMUNICATION AVEC LE TITULAIRE**

Concernant les phases 2 à 6 de la tranche ferme, les Ordres de Service (OS) sont notifiés par l'établissement partie bénéficiaires au titulaire.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un Ordre de Service (OS) qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l'Ordre de Service (OS) concerné, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'Ordre de Service (OS), sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux Ordres de Service (OS) qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les Ordres de Service (OS) sont adressés au mandataire du groupement qui a seul, la compétence pour formuler des observations au maître d'ouvrage.

## **ARTICLE VIII - CONDITIONS D'EXECUTION**

### **8.1. - Moyens à mettre en œuvre par le titulaire (personne physique ou l'équipe)**

Le titulaire (AMO) s'engage :

- à accomplir sa mission selon les règles de sa profession ;
- respecter l'ensemble des textes en vigueur dans la construction ;
- protéger la confidentialité des travaux du maître d'ouvrage ;
- ne pas divulguer les résultats des travaux sans l'autorisation du maître d'ouvrage.

En outre, la ou les personnes dédiées à l'exécution du présent marché sont nommément désignées dans l'offre (acte d'engagement) du titulaire (*cf. article 5.1.2 du présent CCAP*).

Le titulaire du marché s'engage, dans la limite du droit des salariés à la démission et du cas de force majeure, à maintenir chaque personne dans son rôle et sa fonction pendant toute la durée du marché, sauf si le maître d'ouvrage donne son accord exprès au remplacement d'une personne.

Les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG/PI sont applicables.

Le remplacement ne peut s'opérer que par un professionnel de même niveau de compétences, d'expériences et de formations et possédant une connaissance suffisante des prestations déjà effectuées.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage conserve la faculté de récuser en cours d'exécution du présent marché, toute personne dont le comportement ou la probité ne seraient pas jugés selon lui compatibles avec le bon déroulement de la présente mission.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le maître d'ouvrage, le marché peut être résilié par le Centre Hospitalier Universitaire de Reims dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG/PI.

## **8.2. - Modalités d'exécution – Conduite des prestations – Délais**

Le maître d'ouvrage mettra à la disposition du titulaire les documents en sa possession, nécessaires à la réalisation des prestations.

Celui-ci devra en revanche recueillir les autres éléments, informations ou documents qui lui seraient utiles pour conduire son étude ; le Maître d'Ouvrage s'engage à lui faciliter l'accès à ces documents.

Les modalités d'exécution et la conduite des prestations de la tranche ferme et de la tranche optionnelle sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Si les délais ne sont pas respectés par le titulaire (AMO), sont appliquées les pénalités prévues à l'**article X** du présent CCAP.

## **8.3. - Livrables et exigences de rendus des documents**

En sus des modalités décrites dans le CCTP, les documents correspondant à chacune des étapes de la mission sont transmis sur support papier (en deux exemplaires dont un reproductible) et informatique (sur support adapté).

Le support informatique comprendra notamment une version PDF des documents remis ainsi que les fichiers au format .xls des tableaux de surfaces et d'estimation économique, etc., les documents graphiques au format .jpg et autocad (pour les plans qui auront été remis dans ce format au titulaire (AMO)).

Chaque élément de la mission sera formalisé par un document qui devra faire l'objet d'une validation par le maître d'ouvrage, après corrections et compléments éventuels demandés par ce dernier.

Un diaporama de présentation - reprenant les principaux éléments du document soumis à avis - est à prévoir pour chaque réunion de présentation de rendu.

Le titulaire prévoira des documents correspondant au stade d'avancement des études pour chaque réunion. Il adressera ces documents au format .pdf au maître d'ouvrage et prévoira de fournir les plans ou schémas en couleur pour les participants aux réunions en nombre suffisant.

Compte tenu du processus itératif de la démarche, le titulaire sera amené à produire des documents intermédiaires, il joindra aux versions corrigées la liste des modifications réalisées entre deux versions successives de manière à en faciliter la relecture.

## **8.4. - Présence aux réunions**

Conformément au CCTP, le titulaire du marché a l'obligation de se rendre à toutes les réunions qui se dérouleront dans les locaux du maître d'ouvrage.

Sa présence ne fera l'objet d'aucune restriction. Il devra répondre ainsi à toutes les sollicitations exprimées par le maître d'ouvrage, aux dates et lieux déterminés par ces derniers, durant toute la durée du marché.

Le titulaire du marché assurera, le cas échéant, l'animation de ces réunions sur demande du maître d'ouvrage ainsi que la rédaction et la diffusion des comptes rendus dans un délai maximum de **3 jours** calendaires à compter du jour de la réunion. Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité définie à l'**article X** du présent CCAP.

# **ARTICLE IX - OPERATIONS DE VERIFICATIONS - DECISIONS APRES VERIFICATIONS**

## **9.1. - Opérations de vérifications**

Les opérations de vérifications des prestations sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG/PI.

Le contrôle des prestations comprend notamment :

- l'information périodique de l'état d'avancement des prestations d'assistance ;
- l'examen et formulation d'une appréciation sur les apports intermédiaires fournis à l'issue de chaque partie technique ;
- l'examen des documents représentant le résultat des prestations ;
- la réponse à toutes les questions sur les plans administratif, technique et financier ;
- l'appréciation de l'opportunité d'arrêter les prestations ;
- l'avis sur l'achèvement correct de la mission d'assistance et sur l'application éventuelle des pénalités ;
- la vérification du bien-fondé des demandes d'acomptes.

L'autorité chargée du contrôle de la réalisation des prestations est le représentant désigné par l'établissement partie bénéficiaire.

Les opérations de vérification sont réalisées dans les locaux de l'établissement partie bénéficiaire.

## **9.2. - Délais d'acceptation des prestations**

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai fixé à l'article 28.2 du CCAG/PI pour procéder aux vérifications des prestations et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Le point de départ du délai est la date de remise par le titulaire des prestations au maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG/PI, le maître d'ouvrage n'avise pas le titulaire des jours et heures fixées pour les vérifications.

## **9.3. - Décisions après vérifications**

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, sont prises dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG/PI.

## **ARTICLE X - PENALITES**

En cas de manquement du titulaire du marché à ses obligations, et sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG/PI, le maître d'ouvrage se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération.

### **Pénalités de retard :**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, en cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{3000}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur **du montant total de la tranche considérée** sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base et hors du champ d'application de la TVA.

R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités de retard sont dues **dès le premier euro et sont cumulables**, par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/PI.

**Absence à une réunion (tranche ferme et/ou tranche optionnelle) :**

En cas d'absence à une réunion, la pénalité encourue sera de **100 € par absence**.

Un retard de plus d'une heure sera considérée comme une absence.

**Méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel :**

En cas de manquement aux obligations visées à l'article 5.2 du CCAG/PI, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **500 €** par manquement constaté.

## **ARTICLE XI - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX**

### **11.1. - Contenu des prix**

Le prix est réputé complet, couvre l'ensemble des frais engagés par le titulaire du marché pour exécuter l'intégralité du marché et la totalité des prestations à assurer pour mener la mission à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai de l'opération que le titulaire est réputé connaître.

Les frais relatifs à la participation aux réunions, aux déplacements/restaurations/hébergements, à la reprographie (*frais de tirage et de diffusion*) des documents intermédiaires et définitifs, à la fourniture des supports papier et informatique (*frais de traitement informatique des documents émis sur support informatique*), ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires sont inclus dans le prix.

De même, ce prix comprend toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance, les frais de secrétariat, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG/PI ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations de ce marché.

Ce prix est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre dudit marché.

**Précisions en cas de cotraitance ou de sous-traitance :**

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire du groupement d'opérateurs économiques, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

### **11.2. - Forme des prix**

Les prix des prestations faisant l'objet du marché sont rémunérés selon des prix globaux et forfaitaires (un prix global et forfaitaire par tranche) prévus à l'acte d'engagement.

La décomposition de ces prix globaux et forfaitaires est donnée dans la Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires (DPGF) fournie par le titulaire dans son offre.

Cette décomposition des prix globaux et forfaitaires (un prix global et forfaitaire par tranche), est établie sous la forme d'un détail estimatif faisant apparaître, pour chaque catégorie d'intervenant le cas échéant **et suivant les tranches et les parties (phases) techniques**, le nombre de jours/homme mis en œuvre et du prix du jour/homme servant de base au calcul du prix global et forfaitaire. **Il est également impératif que chacune des parties techniques de la tranche ferme soit clairement identifiée et assortie d'un montant** (un prix forfaitaire par partie technique).

Chacune de ces **parties techniques** donne droit à règlement après exécution des prestations correspondantes et validation par l'établissement partie bénéficiaire.

### **11.3. - Application de la Taxe à la valeur ajoutée**

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

### **11.4. - Variation des prix**

#### **11.4.1. - Choix du type de variation des prix**

Les prix globaux et forfaitaires sont fermes et révisibles suivant les modalités fixées aux articles **11.4.2 à 11.4.4** ci-dessous.

**Le titulaire proposera la révision des prix au maître d'ouvrage, celui-ci joindra le calcul de la révision des prix avec sa demande d'acompte ou de paiement partiel définitif.**

#### **11.4.2. - Détermination des prix de références pour la variation**

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois ci-après : **Mois de remise des offres** ; ce mois est appelé "mois zéro (M0)".

#### **11.4.3. - Choix des paramètres de variation (index de référence)**

L'index de référence, choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché, est l'index **ingénierie I** publié par l'INSEE (base 2010).

#### **11.4.4. - Modalités de révision des prix du marché**

Le coefficient de révision **Cn** applicable pour le calcul d'un acompte ou d'un paiement partiel définitif versé le mois **n** est donné par la formule :

$$\mathbf{Cn : 0.15 + 0.85 (In/Io)}$$

dans laquelle **Io** et **In** sont les dernières valeurs connues prises par l'index, respectivement au mois zéro (Io) et au mois de réalisation des prestations (In).

Toutefois, si la période de règlement de l'acompte ou du paiement partiel définitif est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

La périodicité de la révision des prix suit la périodicité des acomptes et/ou des paiements partiels définitifs.

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur.

## **ARTICLE XII - REGLEMENT DES COMPTES**

### **12.1. - Modalités de paiement**

Le titulaire du marché présentera sa facture par application des prix globaux et forfaitaires du marché.

**Le paiement de chaque partie (phase) technique de la tranche ferme et de la tranche optionnelle ne seront effectués qu'après service fait et admission des prestations concernées.**

### **Païement d'acomptes :**

Le titulaire du marché a droit au versement d'acomptes, dès lors que les prestations ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques présentés en facturation en fonction de la décomposition des prix globaux et forfaitaires jointe au marché.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois (3) mois.

Toutefois, si le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du Code de la commande publique, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée et, s'il en fait la demande, ce maximum est ramené à un (1) mois.

L'acompte rémunère un service fait : le versement des acomptes ne sera ainsi effectué qu'après justification du titulaire puis vérification et acceptation du maître d'ouvrage.

Pour déterminer la fraction de prix égale au pourcentage d'exécution de la partie technique, il est fait application de la décomposition des prix globaux et forfaitaires prévue à l'**article 11.2** supra.

En cas de versements d'acomptes, le montant de ces derniers ne pourra pas excéder 80 % du montant total de la mission concernée pour laquelle l'acompte est versé.

Les règlements d'acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs. Leur bénéficiaire reste débiteur à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'au règlement partiel définitif. Aussi, le titulaire peut être amené à reverser les acomptes qui lui sont payés. Le montant des acomptes ne doit, en aucun cas, excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

### **Païement pour solde et règlements partiels définitifs :**

Le règlement du solde de chaque partie technique ne pourra intervenir qu'à la réception de l'ensemble des prestations de la partie technique considérée.

Le règlement du solde de chaque partie technique constitue un règlement partiel définitif.

## **12.2. - Modalités de facturation**



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'État « Chorus Pro » /

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=els1>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail public de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement partie bénéficiaire (EPSMM) doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique déposée sous le numéro de SIRET de l'établissement partie bénéficiaire (EPSMM) doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique.

### **12.3. - Délai de paiement**

Le délai maximum de paiement (acomptes et paiement partiels définitifs) est de 50 jours, comptés à partir de la date de réception de la demande de paiement ou à compter de la date **d'exécution** si la date de réception de la facture est antérieure à la date **d'exécution**, conformément aux articles R.2192-10 à R.2192-14 du Code de la commande publique.

Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé ou par le mode portail ou service, la date de réception de la demande de paiement correspond, à la date de notification à l'établissement partie bénéficiaire du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation, conformément à l'article R.2192-15 du Code de la commande publique.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'information ou la production d'informations erronées :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- erreur sur les prestations et/ou montants facturés.

### **12.4. - Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-avant ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché (ou le sous-traitant), le bénéfice d'une part, d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai et d'autre part, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

### **12.5. - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

#### Saisie-Attribution :

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel est pratiquée une saisie-attribution contre un des cotraitants retient sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-attribution a été faite.

### **12.6. - Paiement des sous-traitants**

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le maître d'ouvrage, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial.

## **ARTICLE XIII - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **13.1. - Avance**

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, s'il n'y renonce pas expressément à l'Acte d'Engagement, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est déterminé par application des dispositions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la commande publique.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG/PI.

**Le titulaire du marché fournira à l'établissement partie bénéficiaire une facture correspondant au montant de l'avance à verser.**

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

### **13.2. - Retenue de garantie**

Il n'est appliqué aucune retenue de garantie sur les paiements.

## **ARTICLE XIV - ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Conformément à l'article 22 du CCAG/PI et à l'**article 2.1** du présent CCAP, le maître d'ouvrage peut arrêter les prestations à l'issue de chacune des parties techniques (phases) de la tranche ferme.

L'arrêt éventuel de ces prestations intervient sans formalités autres que la notification de cet arrêt.

Conformément à l'article 22 du CCAG/PI, la décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

## **ARTICLE XV - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG/PI s'appliquent.

## **ARTICLE XVI - CLAUSE DE REEXAMEN**

Selon l'article 25 du CCAG/PI, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix dues à la révision de prix.

## **ARTICLE XVII - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES - RESILIATION DU MARCHE**

### **17.1. - Exécution aux frais et risques**

Les dispositions de l'article 27 du CCAP/PI s'appliquent.



En cas de d'inexécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au présent marché, après mise en demeure préalable restée infructueuse pendant un délai de **30 jours** calendaire, l'établissement partie bénéficiaire et le CHU de Reims pourront faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire.

## **17.2. - Résiliation du marché**

Il est fait, le cas échéant, application des 36 à 42 inclus du CCAG/PI avec les précisions suivantes :

### **17.2.1. - Résiliation pour motif d'intérêt général**

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu est fixé à **3 %** par dérogation à l'article 40 du CCAG/PI.

### **17.2.2. - Résiliation pour faute du prestataire**

Si le marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 27 et 39 du CCAG/PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le prestataire et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de **10 %**.

### **17.2.3. - Résiliation suite à décès, incapacité civile ou incapacité physique du prestataire**

Dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile ou physique du titulaire (art. 37.1 et 37.3 du CCAG/PI), les prestations sont réglées sans abattement.

## **ARTICLE XVIII - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE**

En cas de différend relatif aux opérations relevant des compétences du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en qualité d'établissement support du GHUC, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal à :

### **CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE REIMS**

45 rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

En cas de différend relatif aux opérations relevant des compétences des établissements parties au GHUC, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal au Directeur de l'établissement partie concerné ou à son représentant.

Ceci n'exclut pas la possibilité pour les parties de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est seul compétent.

## **ARTICLE XIX - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

L'article 4.2 du présent C.C.A.P déroge aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG/PI.

L'article 5.5 du présent C.C.A.P déroge aux articles 36 et 40 du CCAG/PI.

L'article VI du présent C.C.A.P déroge à l'article 9.2 du CCAG/PI.

L'article 9.2 du présent C.C.A.P déroge à l'article 28.5 du CCAG/PI.

L'article X du présent C.C.A.P déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/PI.

L'article 17.2.1 du présent C.C.A.P déroge à l'article 40 du CCAG/PI.